

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Mai 2009

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------------|----|
| Interview du mois | 2 |
| Afrique | 4 |
| Amérique latine et Caraïbes | 10 |
| Amérique du Nord | 13 |
| Asie | 14 |
| Europe | 16 |
| Méditerranée | 20 |
| Jeunesse - Culture | 24 |
| Tourisme responsable | 25 |
| Institutions européennes | 27 |
| CGLU | 29 |
| Actualités | 31 |
| Agenda | 33 |
| Publications | 35 |

Les régions et la coopération décentralisée

Interview de **Jean-Paul Bachy**, président de la commission coopération décentralisée et internationale de l'Association des Régions de France (ARF), président de la région Champagne-Ardenne

Cités Unies France : Vous présidez la commission coopération décentralisée et internationale de l'ARF. Quelle est la mission de cette commission ?

Jean-Paul Bachy : Son rôle est d'impulser et de coordonner l'action des conseils régionaux dans le domaine de la coopération internationale. Il est aussi de contribuer à l'élaboration des prises de position de l'ARF, sur les dossiers internationaux les plus sensibles. Il est enfin d'assurer l'articulation de l'action de l'ARF avec un certain nombre d'institutions compétentes en matière de coopération internationale : ministère des Affaires étrangères et européennes, PNUD, Associations des régions d'Europe, Associations Internationales des Régions Francophones, ...

Le degré de l'engagement des régions sur le plan international est très différencié ainsi que la nature des pays avec lesquels elles coopèrent. Mais il est clair que, dans toutes les régions, cet engagement international se renforce et les autres régions du monde avec lesquelles se développent des relations bilatérales sont de plus en plus nombreuses. Les échanges d'expériences n'en sont que plus riches et plus nécessaires. La charge de travail qui incombe à la commission s'est donc sensiblement accrue au cours des derniers mois.

CUF : En quoi les régions peuvent-elles être considérées comme des acteurs particuliers dans le paysage de la coopération décentralisée française ?

Qu'est-ce qui distingue l'action internationale d'une région des autres collectivités locales et territoriales françaises ?

Qu'est-ce qui la rapproche des autres collectivités locales et territoriales françaises ?

J.P. Bachy : Partout dans le monde il y a émergence du fait régional. Dans les pays « neufs », qui s'ouvrent au marché et à la démocratie, la décentralisation a pour conséquence une montée en puissance très significative des régions. Le rôle que nous pouvons jouer, dans l'accompagnement des processus de décentralisation, est essentiel. Toutes les collectivités publiques françaises sont concernées. Les actions de coopération décentralisée ne se résument plus aujourd'hui aux seules actions de type humanitaires.

Les besoins de développement, tant dans le Tiers monde que dans les pays émergents touchent bien d'autres domaines : la recherche et l'innovation, l'enseignement supérieur, les échanges économiques ... Ce sont les régions qui sont les mieux placées pour y répondre, compte tenu de ce que sont leurs compétences. Elles jouent donc tout naturellement à travers l'ARF, un rôle de coordination vis-à-vis des autres collectivités. Cela n'enlève rien à la légitimité de l'intervention de ces dernières, pour échanger avec les collectivités des autres pays dans les domaines qui leur sont propres : urbanisme, transports publics, eau, assainissement, actions sociales, ...

Au moment où l'Etat rétrécit ses moyens, dans le domaine international, comme dans

d'autres, ce sont, de plus en plus les collectivités qui prennent le relais. Les coopérations qu'elles assurent ont une dimension plus concrète et une proximité plus grande par rapport aux problèmes que les citoyens vivent au quotidien. C'est là l'un des aspects les plus féconds de la coopération décentralisée. L'essentiel est que le travail soit mené avec intelligence dans la durée et la cohérence. C'est, entre autres, à l'ARF d'y veiller. Le ministère des Affaires étrangères vient de lui confier l'animation d'un groupe de travail sur l'action de la France dans les pays émergents, réunissant les représentants des grandes administrations de l'Etat, et ceux des principales associations d'élus (CUF, AMF, ADF, ...) Ce n'est pas sans signification.

CUF : Cités Unies France et l'Association des Régions de France ont récemment signé une convention. Quelles perspectives de travail envisagez-vous entre nos deux structures ?

J.P. Bachy : La convention signée entre CUF et l'ARF a, à mes yeux, une grande portée. Contrairement à ce que beaucoup imaginent, il n'est pas toujours facile pour des élus de s'engager sur le plan de la coopération internationale. C'est un travail qui exige du doigté, de l'expérience, et surtout, une grande disponibilité. L'intérêt et le mérite d'une organisation comme Cités Unies France sont d'avoir su mobiliser depuis de nombreuses années, des élus relevant de tous les niveaux de collectivités (maires, conseillers généraux ou régionaux, parlementaires ou non), motivés pour l'engagement international.

Fédérer le réseau des élus régionaux avec ceux qui avec CUF s'investissent dans d'autres collectivités ne peut que contribuer à mieux coordonner leurs actions communes. Les « personnes ressources » compétentes pour traiter tel ou tel dossier ou aller dans tel ou tel pays ne sont pas toujours légions. L'une des conséquences concrètes de la convention CUF-ARF va être d'articuler l'action de nos groupes d'intervention par pays. Cela devrait créer les conditions d'une bien meilleure cohérence dans les actions que nous y menons. Or la cohérence du discours et de l'action est la condition de la crédibilité globale de la présence de la France sur la scène internationale.

Guinée, Mauritanie, Togo... Le retour des militaires sur la scène politique fragilise de nouveau la stabilité de la sous-région

Alors que ces derniers mois ont été marqués par l'organisation de plusieurs coups d'Etat militaires (Mauritanie, Guinée, Guinée-Bissau, et dans une certaine mesure Madagascar), on peut sérieusement s'interroger sur la stabilité politique du continent et sur les risques de contagion, en particulier en Afrique de l'Ouest, où une relative sérénité s'était pourtant installée avec l'accalmie ivoirienne. En effet, seuls quelques rares pays de la sous-région, comme le Bénin, le Mali ou le Sénégal, peuvent s'estimer véritablement à l'abri de toute tension politico-militaire.

À ce titre, les derniers événements survenus au Togo, tout comme les déclarations des militaires actuellement au pouvoir en Guinée et en Mauritanie, sont de mauvais augures. En effet, l'arrestation musclée du frère du président togolais, accusé de préparer un coup d'Etat contre son aîné, a fait grand bruit, inquiétant notamment les voisins béninois et ghanéens, qui s'appêtent, comme en 2005, à accueillir de nombreux réfugiés togolais, en cas de nouvelle dégradation de l'atmosphère politique au Togo.

Par ailleurs, les autorités militaires « de transition », installées à la tête de la Guinée et de la Mauritanie, semblent vouloir s'accrocher au pouvoir. Contrairement à ses promesses solennelles de ne pas participer aux prochaines élections présidentielles, le capitaine Moussa Dadis Camara, président autoproclamé de la Guinée, a ainsi finalement menacé de se présenter, lors d'un récent discours visant à répondre aux nombreuses critiques dont il fait l'objet de la part de la classe politique guinéenne. Moins ambigu, le général Mohamed Abdelaziz, chef de la junte militaire, a démissionné ce mercredi du Haut Conseil d'Etat qu'il présidait depuis le coup d'Etat du 6 août, et a annoncé officiellement dans un discours radiotélévisé, qu'il serait candidat à la présidentielle du 6 juin prochain.

Il faut donc à présent espérer que les récentes menaces de démission du Premier ministre ivoirien Guillaume Soro, chargé de l'organisation des prochaines élections libres qui constituent la pierre angulaire de l'actuel processus de paix, ne seront pas mises à exécution. Les conséquences d'une nouvelle déstabilisation de la Côte d'Ivoire dans un contexte aussi trouble pourraient en effet se révéler particulièrement graves pour la sous-région ouest africaine.

(Sources : Jeune Afrique, www.rfi.fr, le 21 avril 2009)

ACTUALITÉ BURKINA-FASO

Adoption de quotas paritaires aux élections législatives et municipales

Beaucoup de personnes s'accordent à dire que le taux de représentation des femmes en politique est l'un des baromètres de la démocratie dans un pays. C'est dans cette perspective,

que le gouvernement du Faso mène depuis 2005 une réflexion sur la problématique de la participation de la femme en politique. L'Assemblée nationale du Burkina Faso a voté, jeudi dernier, une loi portant fixation de quotas aux élections législatives et municipales. Désormais, toute liste de candidatures présentée par une formation politique ou un regroupement de partis aux élections doit comporter obligatoirement 30% de candidats de l'un ou de l'autre sexe.

Cette idée de quotas a été défendue par les associations et les organisations féminines lors des communales, de 2000 et 2006, ainsi que lors des législatives de 2002, dans le cadre de leurs activités de plaidoyer et de lobbying auprès des partis politiques et de l'Assemblée nationale. Cette sensibilisation a amené certains partis politiques à prévoir des quotas internes, et le principe a été expérimenté lors des communales de 2006, avec pour résultats l'augmentation significative du nombre de femmes conseillères municipales. La réflexion s'est poursuivie en 2006 lors du « caucus genre » du Parlement, dont les travaux ont débouché sur l'élaboration d'un texte de loi fixant des quotas de 30% au moins pour une participation plus équitable des femmes et des hommes à la vie du Parlement et à la vie politique en général.

(Source : www.lefaso.net du 19 avril 2009)

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général du département de l'Eure

Une réunion du groupe-pays Madagascar consacrée à la crise

Au regard de la crise institutionnelle que traverse Madagascar, la réunion du groupe-pays Madagascar du 25 mars dernier lui a été entièrement consacrée. A son issue, une déclaration commune, signée par le président du groupe-pays Madagascar, Alain Huard et le président de la commission internationale de l'Association des régions de France, Jean-Paul Bachy, a été adoptée. Cette déclaration a été largement diffusée, aux autorités françaises, malgaches, européennes et internationales.

La réunion a été enrichie des informations dont disposent les membres du groupe-pays mais surtout, par la présence de Jean Fremigacci, historien et chercheur au CNRS sur Madagascar. Celui-ci a pu donner un éclairage historique sur la crise malgache actuelle.

Mathieu Pellerin, journaliste et consultant spécialisé sur Madagascar a livré une analyse sur les conséquences possibles de la crise. L'Ambassadeur de Madagascar a exhorté les collectivités à poursuivre leur action. La position officielle de la France a été représentée par le quai d'Orsay. Antoine Joly, ainsi que la mission de la gouvernance démocratique, ont également participé aux débats.

La déclaration commune et compte-rendu de cette réunion sont disponibles sur le site Internet de Cités Unies France.

ACTUALITÉ MALI

Lancement de la campagne municipale 2009 au Mali

La campagne pour les élections municipales au Mali, du 26 avril 2009, a timidement démarré ce week-end, près de 10 ans après la création des 684 communes rurales et 19 communes urbaines. Trois partis partent favoris, l'Adema, membre de la coalition qui soutient le président Amadou Toumani Touré, l'Union pour la république et la démocratie (URD), de Soumaïla Cissé, et enfin le Rassemblement pour le Mali (RPM, opposition), de l'ancien Premier ministre malien, Ibrahim Boubacar Keita. Officiellement, il y a environ 4 700 listes de candidatures, soit au total entre 17 et 18 000 candidats. Une fois les conseillers communaux élus, ceux-ci procéderont à leur tour à l'élection des 703 nouveaux maires

La décentralisation est l'un des enjeux du scrutin : des maires sortants seront certainement sanctionnés et sur le plan national, il peut y avoir un réajustement de la politique en matière de décentralisation. L'autre enjeu du scrutin est la perspective de 2012 : année de la prochaine élection présidentielle. Conformément à l'actuelle Constitution malienne, le président Amadou Toumani Touré n'est pas autorisé à se présenter à cette échéance. C'est donc l'après « ATT » qui commence : qui gagne les municipales du 26 avril 2009 tisse sa toile pour la présidentielle de 2012.

(Source : www.rfi.com, le 14 avril 2009)

ACTUALITÉS MAURITANIE

Neuf mois après le putsch militaire, les sanctions de la communauté internationale pleuvent sur la junte militaire au pouvoir

C'est désormais officiel, après le gel préventif décrété par l'UE au lendemain du coup d'Etat militaire d'août dernier, c'est la suspension de toute coopération avec la Mauritanie « jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel » qui vient d'être annoncée par l'UE, dans un communiqué du 6 avril 2009. En-dehors des divers liens de coopération avec l'UE, ce sont ainsi 56 millions d'euros d'aide prévue dans le cadre du 10ème FED qui s'envolent pour la Mauritanie. Par ailleurs, l'AFD, premier bailleur de fonds bilatéral de la Mauritanie, a également décidé de suspendre tout nouveau financement hors aide humanitaire d'urgence, soit une perte estimée à environ 100 millions d'euro sur trois ans.

Ces sanctions européennes s'ajoutent aux sanctions ciblées prises par l'Union africaine au lendemain du putsch, et récemment renforcées, mais également à la suspension de l'aide américaine et au départ de la Banque Mondiale et du FMI. L'Union européenne conditionne

le retour de son aide à un consensus politique entre tous les acteurs mauritaniens pour une sortie de crise et un retour à l'Etat de droit. Les auteurs du coup d'Etat se retrouvent ainsi avec une marge de manœuvre considérablement réduite. Il faut espérer que l'intérêt des Mauritaniens, qui seront sans nul doute les premiers à subir les effets de ces sanctions, sera pris en compte et permettra un retour des militaires à la table des négociations avec la communauté internationale.

(Source : Jeune Afrique, le 21 avril 2009, www.allafrica.com ; www.rfi.com)

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes de Faucigny-Glières

Assises de la coopération décentralisée franco-nigériennes, du 1^{er} au 3 avril 2009, à Niamey

Les autorités nigériennes en charge des collectivités locales et l'Ambassade de France ont organisé, du 1^{er} au 3 avril 2009, avec l'appui de Cités Unies France, du programme concerté Aniya et de l'Ambassade du Niger à Paris, les premières Assises de la coopération décentralisée franco-nigériennes, à Niamey. Ces Assises ont fait suite au colloque organisé, en novembre 2008, à Juvisy-sur-Orge, en région parisienne. Le groupe-pays Niger s'est fortement impliqué dans la préparation de cet événement, en relation avec le comité de préparation mis en place au Niger.

Charles Josselin, président de Cités Unies France et Stéphane Valli, président du groupe-pays Niger, ont conduit la délégation de collectivités françaises.

L'événement était marqué par une forte présence de maires nigériens, en fin de mandat et désireux de partager l'expérience de cette première « génération » de maires et des débats animés y compris avec les représentants de l'Etat. La participation de plusieurs représentants de plusieurs pays (Tchad, Mali, Bénin,...) témoignait des échanges accrus dans la sous-région.

Une délégation d'élus a été reçue par le Chef de l'Etat, Son Excellence Mamadou Tandja.

Réunion du groupe-pays Niger, le mardi 19 mai, au siège de Cités Unies France

La groupe-pays Niger se réunira le mardi 19 mai prochain, au siège de Cités Unies France. Cette réunion sera l'occasion de faire le bilan des assises et d'amorcer la préparation de la prochaine étape du programme concerté « Aniya ».

Pour plus d'informations :

Emilie Robert, chargée de mission tourisme et coopérations internationales

Communauté de communes Faucigny Glières

Courriel : e.robert@ccfg.fr

Site Internet du programme concerté Aniya :

<http://www.france-niger.com>

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire

Thierry Jannot est décédé

Le vendredi 10 avril dernier, Cités Unies France a appris, avec consternation, la disparition soudaine de Thierry Jannot, ancien élu de la ville de Commercy.

Pendant de nombreuses années, Thierry Jannot était membre actif du groupe-pays Sénégal. Il s'était beaucoup investi dans l'animation du groupe et a fait avancer la coopération décentralisée avec le Sénégal, par ses idées et par la manière de mener la coopération de la commune de Commercy et son office municipal dédié.

Au nom des membres du bureau exécutif de Cités Unies France, de sa direction et de son équipe, au nom de l'actuelle présidente du groupe-pays Sénégal, Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, ainsi qu'en son nom personnel, Charles Josselin a adressé les sincères condoléances à la ville, à la famille et aux proches.

Cités Unies France a été représentée aux obsèques par Janine Planer, présidente du groupe-pays Sénégal jusqu'à fin 2008.

ACTUALITÉ TOGO

Crise familiale, crise politique au Togo

La bataille entre les fils Eyadema pour le contrôle du pouvoir a de graves répercussions sur la vie nationale. Quatre ans seulement après la disparition de président Gnassingbé Eyadema, sa descendance évaluée à une centaine de frères et soeurs luttent pour la conquête du pouvoir suprême. Deux d'entre eux s'opposent actuellement. Il s'agit de Faure Gnassingbé, président de la République depuis la mort de son père, en 2005, et de son demi-frère Kpacha Gnassingbé, député, membre du bureau politique du RPT (Rassemblement du Peuple Togolais) et ancien ministre de la Défense.

Cette situation va provoquer un grand déchirement, non seulement au sein de la famille du défunt président, mais aussi au sein du parti au pouvoir. La présidentielle de l'année prochaine marquera un tournant décisif. Elle montrera à quel point la cohésion observée jusqu'ici a été ou non entamée. De manière générale, ce sont les dissensions internes à l'ensemble de l'opposition qui ont toujours favorisé la victoire du RPT aux élections.

(Source : Cameroun Tribune, le 20 avril 2009)

AFRICITÉS

Les dates pour le **5^e sommet d'Africités** ont été modifiées et devraient désormais être définitives. Le sommet se tiendra au Palais de Congrès de Marrakech, du 16 au 20 décembre 2009.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique (Mauritanie, Bénin, Madagascar)
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Tristan Routier, chargé de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)
Courriel : t.routier@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Ateliers de préparation du programme des Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne, les 17 et 18 avril 2009, au Théâtre de Pontarlier et au Château au de Joux (Doubs), lieu d'emprisonnement, du héros de l'indépendance haïtienne, Toussant Louverture

Accueillis par Patrick Genre, maire de Pontarlier et président de la communauté des communes du Larmont, ces journées d'ateliers ont eu pour objectif d'établir une proposition de programme des Assises franco-haïtiennes, qui sera soumise au Comité de pilotage haïtien.

Ces journées préparatoires ont été présidées par Charles Josselin, président du comité de pilotage français, et co-présidées par S. Exc. Christian Conan, Ambassadeur de France en Haïti. Elles ont été clôturées par Alain Joyandet, secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie.

Pour télécharger son discours, merci de consulter :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/ministere_817/ministre-les-secretaires-etat_818/alain-joyandet_18736/discours-interventions_18745/index

Ces ateliers ont réuni une cinquantaine des personnes représentant les collectivités françaises engagées en Haïti : les villes et les communautés urbaines de Strasbourg et de Nantes, les villes de Suresnes, Sainte Anne (Martinique), la communauté d'agglomérations de la Rochelle, les conseils généraux de l'Essonne, de la Savoie, et des Hauts-de-Seine, les conseils régionaux de la Guadeloupe, d'Ile-de-France et d'Aquitaine. Ont également participé des représentants du MAEE, de l'AMF, du groupe d'amitié France-Haïti de l'Assemblée Nationale, de l'AIREF, du Collectif Haïti de France et du Cercop.

Le Comité de pilotage haïtien a été représenté par Daniel Henrys, directeur de cabinet du Premier Ministre, Judes Saint-Natus, directeur général des collectivités locales, Franseau Joseph, maire de Miragoane, président de la conférence des présidents des associations départementales des maires et par Jean Tony Simon, maire de Saint-Louis, président de la conférence centrale des maires d'Haïti, et Fritzner Gaspard, ministre conseiller, chargé d'affaires de l'Ambassade d'Haïti en France.

Les grandes lignes ont été proposées :

- les Assises se dérouleront le vendredi 10 et le samedi 11 juillet 2009, à Port Au Prince, au Club Indigo ;
- seront invités tous les maires haïtiens (140) ;
- en réponse au souhait du comité de pilotage haïtien trois grands thèmes ont été proposés pour être abordés en session plénière : le regard croisé sur les processus

de décentralisation en France et en Haïti ; l'appui de la coopération décentralisée à la gouvernance locale et le dialogue entre les collectivités territoriales et le gouvernement central ; et les relations entre la société civile et les collectivités territoriales ;

- trois thématiques sectorielles seraient abordées sous forme d'ateliers simultanés : culture, développement économique et tourisme solidaire.

Le relevé de conclusions des ateliers sera bientôt mis en ligne sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article669>

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Le 21 avril 2009, la ville de Rio de Janeiro a accueilli l'ouverture officielle de l'année de la France au Brésil. Les festivités d'ouverture ont eu lieu à la Lagoa Rodrigo de Freitas et compteront avec la présence d'autorités brésiliennes et françaises, dont les ministres de la culture des deux pays, respectivement, Juca Ferreira et Christine Albanel.

Le mercredi 22 avril a eu lieu la « Première réunion du Comité mixte de pilotage de la coopération décentralisée et fédérative franco-brésilienne ». La rencontre s'est déroulée au Palacio da Cidade à Rio, avec la présence du maire de Rio de Janeiro, Eduardo Paes, et du gouverneur de l'Etat de Rio, Sérgio Cabral, ainsi que les maires et gouverneurs membres du Comité de pilotage brésilien. Une délégation du comité mixte français était également présente.

Le programme de l'Année de la France au Brésil se déroulera du 22 avril au 15 novembre 2009 et sera l'occasion de renforcer les liens entre les deux pays à travers un grand nombre de projets de coopération. Dans ce cadre, plus de 600 projets de coopération bilatérale entre la France et le Brésil ont été proposés.

ACTUALITÉ CUBA

Le 13 avril 2009, Barack Obama a effectué un premier geste constructif envers Cuba en annonçant la levée de certaines restrictions affectant les Cubains résidant aux Etats-Unis. Désormais, ces derniers pourront se rendre dans leur pays d'origine sans aucun obstacle et effectuer des transferts illimités à leurs familles.

Le Costa Rica et le Salvador, qui étaient les seuls pays à ne pas avoir de liens diplomatiques

avec Cuba, se sont rapprochés de l'île. Oscar Arias, président du Costa Rica, a annoncé, le 18 mars 2009, le rétablissement des relations entre San José et La Havane après presque 50 ans de rupture.

Le Salvador en a fait autant. L'une des premières décisions du nouveau président élu, Mauricio Funes, qui prendra ses fonctions le 1^{er} juin 2009, a été d'annoncer le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, suspendues depuis 1959, en argumentant le choix du pays de s'aligner avec le reste de l'Amérique latine.

(Source : Salim Lamrani, enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Descartes et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, « Le premier geste de Barack Obama à l'égard de Cuba » : www.voltairenet.org)

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique Latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, maire de Strasbourg

Délégation de collectivités françaises aux Etats-Unis

En sa qualité de président du groupe-pays Etats-Unis de Cités Unies France, le sénateur-maire de Strasbourg, Roland Ries, conduira une délégation de collectivités françaises à Washington. La période retenue se situera entre **le mardi 23 et le samedi 27 juin 2009**.

L'objectif de cette délégation sera de préparer, avec les partenaires, un programme d'échanges d'expériences en matière de politiques publiques entre collectivités locales américaines et françaises. Les thèmes de ce programme pourraient inclure la lutte contre le réchauffement climatique, les transports publics ou encore les politiques dans le domaine de l'intégration.

La délégation envisage de rencontrer, entre autres, l'ambassadeur de France à Washington, la 'US Conference of Mayors', le 'German Marshall Fund', 'Sister Cities International' et la structure équivalente au Groupement des Autorités responsables de transport (GART). L'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF), partenaire « historique » de Cités Unies France s'agissant de la collaboration avec les Etats-Unis, a d'ores et déjà manifesté son intention de participer à la délégation et à sa préparation.

Les membres du groupe-pays sont invités à faire partie de cette délégation. Si chaque participant est invité à se prendre en charge, Cités Unies France, en lien avec l'AMGVF, s'engage à organiser, avec leurs partenaires, le programme de rendez-vous à Washington DC.

Réunion du groupe-pays Etats-Unis, le mercredi 27 mai 2009, au siège de Cités Unies France

La prochaine réunion du groupe-pays Etats-Unis se tiendra le mercredi matin 27 mai, au siège de Cités Unies France. Elle sera consacrée à la préparation de la délégation de fin juin et donnera l'occasion aux membres du groupe-pays de présenter leurs initiatives. Le ministère des Affaires étrangères et européennes présentera le « **Young entrepreneurs initiative** » et la réunion démarrera par un bilan des premiers 100 jours du président Obama.

Pour plus d'information :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

CHINE

Réunion du Comité Chine de la CNCD, le 28 avril 2009, à Paris

La ville de Bordeaux, en tant que président du Comité Chine de la CNCD, a organisé une réunion relative à l'Exposition universelle de Shanghai en 2010, le 28 avril, de 11h00 à 13h00, à Paris. Cités Unies France a participé à cette réunion.

China-Europa, du 8 au 10 décembre 2009, au Havre

La 3^{ème} édition de la convention China-Europa, initialement programmée fin mars - début avril 2009, aura lieu du 8 au 10 décembre prochain, au Havre. Elle portera sur la thématique du développement urbain durable.

ACTUALITÉ CHINE

Forum asiatique de Boao - Boao Forum For Asia (BFA), du 17 au 19 avril 2009

L'objet de l'édition 2009 - 8^{ème} édition - du Forum asiatique de Boao, Province du Hainan, Chine, était de permettre aux responsables politiques et économiques asiatiques de débattre de l'impact de la crise en Asie et de réfléchir aux réponses à y apporter au niveau régional (renforcement des relations au niveau de la sous-région).

Pour plus d'informations : <http://www.boaoforum.org/html/home-en.asp>

INDE

Réunion de mise en place d'un comité de pilotage en vue de la tenue des Premières assises de la coopération décentralisée franco-indienne, le 28 avril 2009, à Paris

La Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales a organisé, le 28 avril 2009, de 15h00 à 17h00, à Paris, une réunion de mise en place d'un comité de pilotage en vue de la tenue des Premières assises de la coopération décentralisée franco-indienne, qui devraient avoir lieu à New Delhi, en janvier 2010. Cités Unies France a participé à cette réunion.

ACTUALITÉ INDE

Elections législatives en cours

Organisées en 5 phases jusqu'au 13 mai (16, 23 et 30 avril puis 7 et 13 mai), ces élections législatives doivent permettre le renouvellement des députés indiens. 4617 candidats, représentant 300 partis, s'affronteront pour 513 sièges. Les résultats de ces élections devraient être connus le 16 mai et la composition du nouveau Parlement devrait être formé le 2 juin prochain.

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Asie

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Le Centre de crise du ministère des Affaires étrangères et européennes nous demande de faire passer ce communiqué ce que nous faisons bien volontiers compte tenu de l'urgence de la situation au **Sri Lanka**.

POUR UNE AIDE HUMANITAIRE D'URGENCE AU SRI LANKA

L'action humanitaire est ancrée dans nos traditions. La situation actuelle des populations tamoules du Sri Lanka est catastrophique. La France a décidé d'affecter à Sri Lanka 1 million d'euros dans le cadre de sa contribution annuelle au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, d'envoyer un hôpital de campagne et d'accroître son soutien à l'action des ONG Acted et Handicap International, auxquelles elle a accordé une contribution d'un montant total de 250 000 euros en février dernier.

Afin que les collectivités locales puissent témoigner pleinement de leur volonté de s'engager dans des actions d'urgence humanitaire, le Centre de crise met à disposition des collectivités territoriales la possibilité d'abonder un Fonds de concours dont l'intégralité sera destiné à des ONG françaises opérant dans le pays.

Modalités pratiques de versement des dons sur le Fonds de concours

Il suffit de demander à votre Trésorerie Départementale d'effectuer un virement auprès de la Trésorerie Générale pour l'Etranger (TGE), en précisant :

- le Relevé d'identité bancaire de la TGE :
 - Banque de France (BDF), agence de Nantes (44)
 - code banque : 30001
 - code guichet : 00589
 - compte n° : A44A0000000
 - clé RIB 13
 - identification internationale IBAN : FR06 3000 1005 8900 00 M0 5515 021
 - identifiant SWIFT de la BDF (BIC) : BDFEFRPPXXX

- le numéro et intitulé du fonds de concours à abonder :
 - « 011-6-008 »
 - « contribution de tiers au profit de l'aide d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits à l'étranger »

Il est préférable que la collectivité locale concernée informe le Centre de crise : (37, Quai d'Orsay, 75007 Paris, fax : 01 53 59 11 40) de ce don en lui faisant parvenir, par télécopie ou par courrier une copie de la délibération et la date du versement.

BALKANS

Séminaire des autorités régionales et locales dans les Balkans, les 25 et 26 mai 2009, à Sarajevo

Cités Unies France participera, à l'invitation de la Commission Méditerranée de CGLU, au séminaire pour les autorités régionales et locales des Balkans, qui aura pour thème : « Les méthodes et les outils pour le développement des territoire ». Cités Unies France organisera et animera la table ronde n°3 sur la coopération décentralisée.

Le séminaire est organisé en partenariat avec la région Piémont, la province de Barcelone, la Commission décentralisation de CGLU et le Réseau des villes des Balkans NALAS.

Pour plus de renseignements :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article769>

Contact :

Mokhtaria Belhabib

Commission Méditerranée

Courriel : contact@commed-cglu.org

BOSNIE

Séminaire sur la coopération décentralisée France-Bosnie, les 24 et 25 juin 2009, à Clermont Ferrand

Un séminaire sur la coopération décentralisée France-Bosnie aura lieu les 24 et 25 juin 2009, à Clermont Ferrand. Il est organisé par le conseil régional d'Auvergne et l'Ambassade de France à Sarajevo.

SERBIE

Président du groupe-pays : Alain Fremont, adjoint au maire, Nevers

La dernière réunion du groupe-pays Serbie, le 21 avril 2009

La réunion du groupe-pays a eu lieu à Cités Unies France, le 21 avril dernier.

Le groupe pays participera à l'organisation du Séminaire sur la gestion des déchets ménagers qui aura lieu **les 17 et 18 juin 2009, Belgrade.**

POLOGNE

Présidente du groupe-pays : Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes

Réunion du groupe-pays Pologne, le 7 avril 2009

La réunion du groupe-pays Pologne a eu lieu le 7 avril 2009, à Cités Unies France. Elle a rassemblé plus de 45 participants parmi lesquels des représentants de plusieurs collectivités territoriales françaises, de l'ambassade de France et de Pologne. Plusieurs questions relatives à l'actualité politique, socio-économique, aux fonds structurels ainsi qu'à la formation professionnelle ont été abordées.

Le prochain rendez-vous du groupe pays se tiendra à Varsovie où sera organisée, fin septembre - début octobre 2009, la Table ronde franco-polonaise sur l'aménagement du territoire et le développement régional. Cette rencontre aura pour objectif d'une part de favoriser un échange d'expertise entre les collectivités locales des deux pays sur la gestion des fonds structurels et des politiques d'aménagement du territoire, et d'autre part d'aider à la définition de programmes d'échanges et de formation.

ACTUALITÉ SLOVAQUIE

Les élections présidentielles en Slovaquie, le 4 avril 2009

Le Président de la République sortant, Ivan Gasparovic, a remporté le deuxième tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le 4 avril. Il a recueilli 55,53% des suffrages pour 44,46% à son adversaire Iveta Radicova, candidate du parti d'opposition, l'Union démocratique et chrétienne (SDKU).

La victoire du Chef de l'Etat sortant, qui était soutenu par deux des trois partis gouvernementaux -Direction-Démocratie sociale (SMER-SD) du Premier ministre Robert Fico et le Parti national (SNS)- est aussi celle du Chef du gouvernement, au pouvoir depuis juin 2006. Ivan Gasparovic s'est imposé dans le Nord de la Slovaquie tandis que sa rivale est arrivée en tête dans le sud. Elle a devancé le Chef de l'Etat sortant à Bratislava où elle a recueilli 64,49% des suffrages pour 35,5% à Ivan Gasparovic.

La participation a été plus élevée qu'au 1^{er} tour, s'établissant à 51,67%.

ACTUALITÉ MACÉDOINE

L'élection présidentielle en Macédoine, le 5 avril 2009

Le candidat du parti de l'actuel Premier ministre, Nikola Gruevski (l'Organisation révolutionnaire - Parti démocratique pour l'unité nationale - VMRO-DPMNE), Djordje Ivanov, a remporté le deuxième tour de l'élection présidentielle le 5 avril dernier, en Macédoine.

Selon des résultats partiels portant sur 97% des bureaux de vote, il recueillerait 63,41% des suffrages pour 36,56% à son adversaire Ljubomir Frckoski, ancien ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères, soutenu par le principal parti d'opposition, l'Union sociale-démocrate (SDSM), et le Nouveau parti social-démocrate (NSDP).

La participation s'est élevée à 42,86%, soit -14,02 points par rapport au 1^{er} tour le 22 mars dernier mais au-dessus des 40% obligatoires pour valider le scrutin.

Les Macédoniens ont également élu, le 5 avril, leurs représentants municipaux dans 43 communes du pays, dont Skopje.

ACTUALITÉ MONTÉNÉGRO

Les élections législatives en Monténégro, du 29 mars 2009

La coalition sortante, emmenée par le Premier ministre Milo Djukanovic, remporte largement les élections législatives du 29 mars 2009.

Milo Djukanovic s'est de nouveau largement imposé dans les urnes et conserve donc, pour la quatrième fois, son poste de Chef du gouvernement.

La coalition "Le Monténégro européen", formée par l'Union démocratique des socialistes (DPS), parti du Premier ministre sortant, le Parti social-démocrate (SPD) dirigé par Ranko Krivokapic, le Parti bosniaque (BS) de Rafet Husovic et l'Initiative citoyenne croate (HI), est arrivée en tête du scrutin avec 51,1% des suffrages, soit la majorité absolue, et remporte 49 des 81 sièges du Parlement.

Le principal parti d'opposition, le Parti populaire socialiste (SNP) de Srdjan Milic obtient 16,1% des voix (15 sièges), Nouvelle démocratie serbe (NOVA) 9% (8 sièges), le Mouvement pour le changement (GZP) 6,1% (4 sièges) et la coalition formée par le Parti populaire (NS) et le Parti démocratique serbe 3% (2 sièges). Les partis albanophones devraient avoir 3 sièges.

La participation s'est élevée à 66%, soit au-dessous de celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 10 septembre 2006.

ACTUALITÉ MOLDAVIE

Les élections législatives en Moldavie, du 5 avril 2009

Le Parti communiste (PRCM) du Président de la République Vladimir Voronine est arrivé en tête des élections législatives en Moldavie, le 5 avril dernier. Il a recueilli 50% des suffrages et remporterait 62 des 101 sièges du Parlement, soit la majorité absolue et surtout la majorité des 2/3 des sièges indispensable pour élire le nouveau Président de la République.

Le Chef de l'Etat est en effet élu en Moldavie par les membres du Parlement dans les 45 jours qui suivent les élections législatives. Le scrutin présidentiel doit avoir lieu entre le 8 avril et le 8 juin prochains. En effet, la Constitution interdit à l'actuel Chef de l'Etat Vladimir Voronine, en poste depuis 2001, de se représenter pour un troisième mandat de 4 ans.

(Source : Fondation Robert Schuman : <http://www.robert-schuman.eu>)

RUSSIE

Les 22 et 23 octobre 2009 : 2^{ème} rencontre franco-russe des collectivités territoriales, à Saint Petersburg

L'Ambassade de France en Russie, en lien notamment avec la Mission économique, le MEEDDAT et l'ADEME, organisera les 22 et 23 octobre 2009, à Saint Petersburg, la 2^{ème} rencontre franco-russe des collectivités territoriales.

Cette 2^{ème} rencontre portera sur le thème du logement et des services publics et fait suite à la 1^{ère} rencontre franco-russe des collectivités territoriales, qui a eu lieu les 27 et 28 novembre 2008, à Moscou, sur le thème du patrimoine touristique.

ACTUALITÉ RUSSIE

26 avril 2009 : Election municipale à Sotchi (Russie)

Neuf candidats ont été retenus pour la prochaine élection municipale à Sotchi, du 26 mars 2009. Pour mémoire, la ville de Sotchi accueillera les JO d'hiver de 2014.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe, Balkans)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Hélène Migot, chargée de mission (Russie)

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

ACTUALITÉ ALGÉRIE

Élections présidentielles en Algérie

Sans surprise, Abdelaziz Bouteflika a été réélu, le 9 avril 2009, à 83,49% des suffrages. Après avoir modifié la Constitution, le président sortant, à la tête du pays depuis 1999, entame donc son troisième mandat. Malgré un scrutin boycotté par les deux principaux partis de l'opposition traditionnelle, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et le Front des Forces socialistes (FFS), le taux de participation a atteint 74,11%, selon le ministre de l'Intérieur.

Bouteflika entend poursuivre sa politique de réconciliation nationale dans un contexte national particulièrement tendu, comme l'ont montrés les derniers attentats d'août 2008 à Alger.

ISRAEL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire, Créteil

Comité de préparation des Assises franco-israéliennes

La prochaine réunion du comité de préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne aura lieu le mercredi 27 mai, dans les locaux de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article772>

MAROC

2^{ème} Forum des Associations de Taroudannt (FAT)

Dans le cadre de leur relation de coopération décentralisée, les villes de Taroudannt au Maroc et de Romans-sur-Isère, ont organisé, les 17, 18 et 19 avril derniers, le 2^{ème} FAT, sur le thème : « Patrimoine, environnement et communication, vecteurs de citoyenneté durable ». L'objectif premier de ce rendez-vous est de renforcer le tissu associatif de la ville en développant les compétences des associations, en favorisant la participation citoyenne et les liens entre les associations, et en encourageant les collaborations entre la municipalité et les associations.

Entre deux séances plénières, trois ateliers thématiques de travail ont été proposés : le premier sur « Culture, patrimoines et identité : comment préserver la richesse des patrimoines roudannis ? », le second sur « Territoire et environnement : comment améliorer la qualité de la vie à Taroudannt ? », le troisième sur « Communication et nouvelles technologies de l'information : comment promouvoir l'image de la ville ? ». Tous ont produit des projets appelés à se réaliser dans les mois prochains.

TERRITOIRES PALESTINIENS

Président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, conseiller communautaire, Dunkerque

Réunion du RCDP, le 9 avril 2009, à Montreuil

La réunion du RCDP s'est tenu le jeudi 9 avril 2009, à l'Hôtel de Ville de Montreuil, sur le thème de l'eau et l'assainissement dans le cadre de la coopération décentralisée.

Le volet hydraulique est central au Proche-Orient. La « violence hydraulique » et la crise de l'eau en Palestine ne sont pas une fatalité dans la mesure où les Territoires palestiniens regorgent de grandes ressources hydriques dans ses sous-sols.

Il s'agit d'une question éminemment politique.

Le compte-rendu de la réunion sera bientôt disponible sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article786>

Réunion de restitution de la mission à Gaza, le 22 avril 2009, au Parlement européen

Le 22 avril dernier, Cités Unies France et le Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine ont organisé, à Strasbourg, au Parlement européen, une réunion de restitution de la mission qui a eu lieu à Gaza, du 1^{er} au 8 mars dernier.

Les participants ont pu débattre autour des questions très importantes :

- Quel rôle pour les collectivités territoriales dans la reconstruction de la Bande de Gaza ?
- Quel rôle et quelle forme de soutien pour la paix et le dialogue au Proche-Orient ?
- Quelle perspective politique ?

Une vingtaine d'élus étaient présents, ainsi que le groupe Moyen-Orient du Parlement européen, présidé par les parlementaires européens Hélène Flautre et Véronique de Kaiser. Le représentant de Leila Shahid, déléguée générale de Palestine auprès de l'Union européenne, est intervenu lors de la réunion.

Des importantes initiatives seront entreprises prochainement entre le Parlement européen et les collectivités territoriales - membres de Cités Unies France - engagées dans la coopération décentralisée avec la Palestine.

Nous vous invitons à consulter le site Internet de Cités Unies France pour consulter le compte-rendu de cette mission qui sera bientôt disponible :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article761>

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Mission du président du groupe-pays en Tunisie

Henri Bertholet se rendra en Tunisie du 17 au 19 juin prochain. Lors de ce déplacement, il rencontrera l'Ambassade de France, la FNVT, et différents acteurs engagés dans la coopération décentralisée franco-tunisienne, afin de dégager de nouvelles pistes de travail pour le groupe-pays.

RÉFLEXION

« Etats-Unis - Maghreb : enjeux et perspectives » - Echos de la conférence organisée par l'IRIS, le 17 avril 2009

Pour les Etats-Unis, le Maghreb représente un ensemble sous-régional stratégique. Néanmoins, il existe un décalage important en ce qui concerne leur perception mutuelle. L'un des objectifs du séminaire est de comprendre comment les Etats-Unis oeuvrent pour la mise en place d'une bonne gouvernance au Maghreb, région où l'influence de la France paraît naturelle. Il s'agit aussi de comprendre en quoi le changement d'administration aux Etats-Unis aura un impact sur la région.

Plusieurs points sont à relever : le premier concerne les relations entre l'administration Obama et le Maghreb. La présence des Etats-Unis au Maghreb est justifiée par des intérêts politiques et économiques. Selon les représentants l'administration Obama, Alan Pino du National Intelligence Council, et Stephanie Williams, Directrice du bureau des relations des Etats-Unis avec l'Afrique du Nord, le nouveau gouvernement apporte de nouvelles perspectives dans la région. Ils ont souligné le caractère non idéologique du discours d'Obama à Istanbul. En effet, ce discours portait des valeurs de respect mutuel entre les Etats-Unis et le monde arabe, et mettait en exergue une volonté américaine de dialogue, d'écoute et de compréhension. Ces représentants ont aussi affirmé leur désir de travailler avec l'Europe sur la sécurité, la stabilité et le respect des droits individuels au Maghreb.

Jean-Pierre Filiu, professeur associé à Sciences Po, est intervenu sur les troubles terroristes dans la région en expliquant de quelle manière Al Qaïda Maghreb s'est développé à la suite de l'intrusion américaine en Irak. Lorsque le réseau terroriste s'effondre en Irak à la suite du « surge » (sursaut militaire), sa stratégie de recrutement se tourne vers les réseaux du Maghreb. Deux phénomènes ont favorisé cette intrusion : d'une part, la mise en contact avec le réseau GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) dont la nouvelle génération a acquis une notoriété internationale avec l'enlèvement d'une trentaine de touristes européens au Sahara en 2003 ; d'autre part, la régionalisation des réseaux entre la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et les pays subsahariens. Le changement d'administration aux Etats-Unis et la façon dont sera gérée la situation en Irak aura sûrement un impact fondamental sur la région du Maghreb.

Un troisième point est à soulever, celui de l'enjeu énergétique. Malgré des investissements émis par les banques américaines pour le développement des infrastructures au Maghreb,

ces dernières restent sous-exploitées. Selon les intervenants, ces ressources auraient pourtant pu contribuer au développement du Maghreb. Le tropisme maghrébin, en ce qui concerne les hydrocarbures, reste relatif pour les Etats-Unis par rapport aux entrées qu'ils ont en Irak ou en Arabie Saoudite. Néanmoins, les énergies propres (solaires et éoliennes) qui tendent à se développer représentent un intérêt pour les Etats-Unis. Enfin, pour ce qui est de l'implantation du nucléaire civil en Algérie, ce sujet demeure un domaine de concurrence entre la France, les Etats-Unis et la Russie.

On comprend que les Etats-Unis et l'Europe sont depuis longtemps en concurrence dans cette région, notamment sur les enjeux économiques. Cependant, dans la mesure où l'Europe pourrait devenir dépendante à terme des ressources du Maghreb, elle aurait tout intérêt à coopérer avec les Etats-Unis. La présence des Etats-Unis au Maghreb semble aussi justifiée par les attaques terroristes et l'enjeu sécuritaire. Bien que l'administration Obama affiche un changement dans le traitement de la question terroriste, la présence et l'action des Etats-Unis en Irak conditionneront en partie l'évolution des réseaux terroristes au Maghreb.

(Synthèse réalisée par **Julie Bedochaud**, à l'issue de conférence)

ACTUALITÉ TURQUIE

Elections locales : victoire en demi-teinte pour l'AKP

Suite aux élections locales qui se sont déroulées le 29 mars 2009, l'AKP (Parti de la justice et du développement) du Premier Ministre Recep Tayip Erdogan reste la principale force politique turque mais connaît son premier recul électoral depuis son arrivée au pouvoir en 2002. Avec 40,13% des voix, l'AKP obtient un score nettement inférieur à celui qu'il avait réalisé lors des dernières élections législatives en 2007 (46,7%) et lors des précédentes élections locales en 2004 (41,7%).

Majoritaire dans 51 provinces sur 81, il a conservé ses places fortes en Anatolie et dans les deux plus grandes villes, Istanbul et Ankara. Il a toutefois perdu la ville d'Antalya et échoué à Izmir et Diyarbakir qui étaient pourtant des objectifs que l'AKP s'était fixé.

Le CHP (Parti républicain du peuple), principale force d'opposition, se retrouve avec 28,18% des voix majoritaire dans 13 provinces qui sont pour la plupart des provinces de la partie européenne de la Turquie, du pourtour méditerranéen ou du littoral de la mer noire.

(Sources : Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO), AFP)

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Algérie, Palestine, Tunisie)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée (Palestine, Israël, Réseau européen COEPP)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Présidente du groupe thématique jeunesse : Marie Pierre Rouger, conseillère régionale, conseil régional de Bretagne

Assises de la jeunesse

En novembre 2008, Cités Unies France a organisé en partenariat avec le conseil régional de Bretagne, les 1ères rencontres sur l'engagement des jeunes à l'international et le rôle des collectivités territoriales. Fort du succès de la première édition, Cités Unies France renouvelle le rendez-vous à Dijon, les 6 et 7 juillet 2009, cette fois-ci en partenariat avec le conseil régional de Bourgogne.

La manifestation poursuivra la réflexion engagée à Rennes et centrera les débats sur la mobilité internationale, comme facteur d'insertion dans le parcours des jeunes.

Plusieurs thèmes seront abordés lors d'ateliers d'échanges, tels que l'inégalité des jeunes devant l'information, l'accès à la mobilité en Europe, la mobilité au service d'une meilleure insertion professionnelle...

Pour plus d'informations :

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse

Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

CULTURE

Coopération décentralisée et actions culturelles

Apparaissant comme un lien, une passerelle entre les hommes et les communautés la culture joue un rôle de plus en plus important dans les relations internationales des collectivités territoriales. Elle permet à travers des modes d'expression universels que sont la musique, la danse, la peinture... d'apprendre à se connaître, à se comprendre pour mieux travailler ensemble dans le respect de l'autre. D'ailleurs, la culture est bien souvent au commencement des liens qui unissent des collectivités françaises et leurs partenaires étrangers. En même temps, la culture devient aujourd'hui un véritable facteur de développement local capable de fédérer les acteurs du Nord et du Sud.

Conscient de cette importance et de la nécessité de mettre en avant le rôle de la culture dans la coopération décentralisée, Cités Unies France en accord avec son bureau exécutif, a choisi d'approfondir ce thème. Cela se traduit par la réalisation d'une étude faisant un état des lieux des pratiques. Cités Unies France étudie, d'autre part, la possibilité, avec la ville de Toulouse, d'organiser un événement régulier rassemblant l'ensemble des acteurs et dont la première édition pourrait avoir lieu à Toulouse, en 2010.

Afin de mener à bien ces projets, un comité de pilotage a été mis en place. Il est composé de représentants des collectivités, des fédérations de pouvoirs locaux, de l'Etat et de Cultures France.

Pour plus d'informations :

Laure Blaise-Lyon, chargée d'études (Culture)

Courriel : culture@cites-unies-france.org

5^{ème} réunion du groupe de travail international sur le développement du tourisme durable, du 19 au 22 avril 2009, à Marrakech

Ce groupe, issu du processus de Marrakech, constitue une plateforme multi-acteur pour soutenir les initiatives en matière de consommation et de production durable.

Véritable cadre de réflexion et de mutualisation entre acteurs, institutions, sociétés civiles, différents pays et organisations des Nations Unies (PNUE notamment), la Task force tourisme durable est portée par la France sous la présidence de M. Brodhag.

Elle rassemble, depuis 2006, une équipe pluri-acteurs poursuivant deux objectifs :

- appuyer les actions de promotion du tourisme durable grâce à des outils de développement,
- mettre en avant et développer des initiatives favorisant l'émergence de bonnes pratiques.

Après un travail de trois ans, la taskforce a généré une activité et une dynamique qui nécessite aujourd'hui une évolution formelle pour pérenniser ses acquis. Plus de 27 projets ont été initiés ou accélérés et des actions individuelles ont été menées par les acteurs en matière de sensibilisation et de promotion.

Chapeauté par les Nations Unies, cette Task force a débattu sur la gouvernance locale, la responsabilité sociale et environnementale, la protection et la promotion des sites naturels et culturels, l'éducation, le financement et les formations de sensibilisation...

Invitée au titre du groupe Tourisme de CGLU, Cités Unies France a participé à cette rencontre. Au programme figurait un bilan des activités, des ateliers de terrains sur des projets phares de développement touristique du pays hôte -le Maroc- et la réflexion autour de la pérennisation du groupe de travail.

En validant le document de recommandations politiques, rédigé collectivement, le groupe a acté son évolution et son ambition de devenir une référence mondiale de toutes initiatives dans le secteur du tourisme durable.

Interview de Sabri Giroud, Al Diwan Voyage

Sabri Giroud est le concepteur et l'auteur du guide de voyage « **Palestine & Palestiniens** ». Il y a quelques années, il a décidé de se lancer dans un projet d'organisation palestinienne de tourisme responsable en Palestine : « **Al Diwan Voyage** », dont le siège est à Ramallah. Son objectif, faire connaître la société palestinienne dans toute sa diversité à travers l'organisation de circuits et de séjours axés sur les rencontres et les échanges avec la population palestinienne et sur la découverte du patrimoine et de la culture palestinienne. Sabri Giroud a bien voulu répondre aux trois questions que nous lui avons posées.

1/Al Diwan est un acteur du tourisme responsable. Comment contribue-t-il au développement local en Palestine?

Al Diwan Voyage se veut un acteur à part entière de l'économie palestinienne. En tant

que jeune entreprise innovante, nous nous engageons dans une démarche d'indépendance économique. A ce titre, nous avons à cœur de nous appuyer sur l'ensemble des ressources locales palestiniennes et de participer à la promotion de productions économiques et sociales. Concrètement, il s'agit pour nous de mettre en valeur des savoir-faire, des connaissances, des expériences tout autant que le patrimoine urbain et rural, en accordant une place prépondérante aux acteurs associatifs, coopératifs, institutionnels et individuels rencontrés tout au long de nos itinéraires.

2/ Quelles prestations Al Diwan propose aux "collectivités locales"?

Deux types de prestations sont proposés aux collectivités locales.

D'une part, l'organisation de séjours et d'excursions sur mesure intégrant, bien entendu, les aspects logistiques (hôtellerie, restauration, transport, etc.), et surtout des itinéraires et des rencontres qui contribuent à élargir la connaissance du pays, d'aborder des thématiques variées et de partager de nouvelles expériences, notamment dans des secteurs d'activités partagées.

D'autre part, un service d'interprétariat, d'accompagnement et de recherche de contacts dans des domaines et des régions spécifiques qui offrent un réel avantage aux professionnels.

Ces services permettent de ne pas dépendre entièrement ou de constituer une charge pour les collectivités d'accueil, et plus encore de bénéficier de propositions professionnelles d'itinéraires dans une démarche de tourisme responsable, et d'un partage d'expériences avec d'autres acteurs locaux (dispositifs intercommunaux, collectivités locales, institutions, associations).

3/ Al Diwan appartient-il à un réseau d'acteurs du tourisme, travaille-t-il en partenariat avec des structures à l'étranger? Avec d'autres structures en Palestine ? Ou en a-t-il l'intention...

En tant qu'agence palestinienne de tourisme, nous sommes membre de l'association interprofessionnelle palestinienne des agences de tourisme. Nous nous associons régulièrement à des ateliers sur le tourisme et le patrimoine, et participons à des échanges et des interventions de sensibilisation à un tourisme responsable auprès d'associations parties-prenantes en Palestine. Au niveau international, nous tenons à participer aux rendez-vous du tourisme responsable et équitable et à promouvoir la démarche dans laquelle nous sommes engagés : Forum International du Tourisme Solidaire - FITS Méditerranée, à Marseille (janvier 2008), premier Salon Européen du Commerce Equitable à Lyon (février 2008) ou encore Semaine de la Solidarité Internationale, à Annemasse (novembre 2008).

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission Tourisme responsable

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Programme ANE/AL : Appels à propositions en cours (Crédits 2008)

Seuls certains des 36 appels à propositions décentralisés (Objectif I) sont encore en cours. En effet, tous les appels à propositions centralisés (AP « Multi-pays » ; AP « EAD » ; AP « Coopération ») ont été lancés et sont aujourd'hui clôturés.

Concernant les appels à propositions décentralisés : 32 ont été publiés ; 15 sont en cours et 17 sont d'ores et déjà clôturés ; 4 restent à publier.

Les appels actuellement ouverts concernent : Argentine, Biélorussie, Cap Vert, Chili, Géorgie, Haïti, Indonésie, Maroc, Paraguay, Sierra Leone, Tchad, Togo, Yémen, Zambie et Zimbabwe (15). Les appels à propositions restent à lancer pour 4 pays : Arménie, Colombie, Guyane, Mauritanie.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article623>

Programme ANE/AL : Adoption du Programme d'action annuel 2009

Le programme d'action annuel 2009 pour le programme « Acteurs non étatiques et autorités locales » a été adopté le 15 avril dernier. Bientôt plus d'informations, sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org>

13 mai 2009 : Réunion de lancement de la Commission « Europe, Coopération et Développement » de l'AFCCRE, à Paris

L'AFCCRE met en place une nouvelle commission au sein de son réseau: la Commission "Europe, coopération et développement". La réunion constitutive de cette commission – réservée aux adhérents de l'AFCCRE – aura lieu le 13 mai prochain, à l'Hôtel de Ville de Paris, de 9h30 à 13h00.

Dans un souci de cohérence et de coordination, Cités Unies France participera et interviendra lors de cette réunion, afin de témoigner de son expérience en matière de coopération pour le développement et d'appui aux collectivités territoriales françaises pour assurer leur participation aux programmes européens d'aide extérieure.

29 mai 2009 : 2^{ème} réunion de la plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, à Marseille

La plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, dont Cités Unies France fait partie, se réunira à Marseille, pour la deuxième fois, le 29 mai prochain, à l'Hôtel de Région.

Accueillie par la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, cette manifestation intitulée « Régions

et développement : le rôle des régions dans un nouveau cadre global » est ouverte à tous. Elle vise à permettre une meilleure appréhension de l'approche territoriale du développement, du rôle des autorités régionales et des synergies villes-régions à mettre en œuvre dans ce cadre.

RAPPEL : Les inscriptions doivent être faites avant le 30 avril 2009 auprès de la CRPM, organisateur de cet événement.

ACTUALITÉ INSTITUTIONS EUROPEENNES

2009 : Année de renouvellement des institutions européennes

Les élections au Parlement européen auront lieu entre le 4 et 7 juin 2009, dans les 27 pays de l'Union européenne : les citoyens européens sont en effet appelés à désigner celles et ceux qui les représenteront à Strasbourg jusqu'à juin 2014 (736 députés européens à élire dont 72 français).

Le 22 novembre 2004, la Commission européenne, présidée par José Manuel Barroso, a pris ses fonctions pour 5 ans. En juin, le nouveau président de la Commission européenne devrait être nommé et le collège des commissaires devrait être renouvelé en septembre pour entrer en fonction en novembre.

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Institutions européennes

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Sommet des Gouvernements locaux sur le Changement climatique, du 2 au 4 juin 2009, à Copenhague

A l'invitation de la Ville de Nantes, les gouvernements locaux et régionaux et leurs réseaux se sont rassemblés les 23 et 24 février 2009, à l'occasion du deuxième Symposium sur la Feuille de Route des Gouvernements locaux sur le Climat. Après les réunions de Poznan (Pologne) qui se sont tenues en décembre, ce Symposium visait à une meilleure coordination de la réflexion et de l'action concernant le changement climatique.

Le Sommet des Gouvernements locaux sur le Changement climatique, qui se tiendra du 2 au 4 juin, à Copenhague au Danemark, constituera une étape essentielle dans la définition d'une position et d'un message communs des gouvernements locaux à destination de la COP-15, la Conférence des Nations Unies sur le Changement climatique, qui se tiendra également à Copenhague, en décembre 2009, où un accord Post Kyoto doit être signé.

Cités et Gouvernements Locaux Unis et ses partenaires, tels que ICLEI, œuvrent à la reconnaissance légale et institutionnelle des gouvernements locaux et régionaux au sein du futur accord mondial sur le climat. En démontrant le rôle indispensable des autorités locales dans la lutte contre le changement climatique et leurs capacités à atteindre les objectifs fixés dans ce domaine, CGLU vise également à promouvoir la mise en œuvre d'un accord sur le climat encore plus ambitieux.

Le Sommet des Gouvernements Locaux de Copenhague représente de ce point de vue une très belle opportunité dans la mesure où villes, régions, gouvernements locaux et associations du monde entier se réuniront également dans la capitale danoise à l'occasion des réunions du Bureau Exécutif de CGLU.

Inscriptions au Sommet :

Site de CGLU : <http://www.cities-localgovernments.org>

Deuxième Forum de l'Alliance des civilisations, 7 avril 2009, à Istanbul

A l'occasion du deuxième Forum de l'Alliance des civilisations, par la voix de CGLU et de ses représentants, les gouvernements locaux ont redit l'importance de leur rôle dans l'établissement et le maintien d'une coexistence respectueuse entre les différentes communautés qui composent les villes. Ils ont réaffirmé les engagements pris dans la Déclaration pour la diplomatie des villes (Agenda de la Haye), à la Haye, le 13 juin 2008, à l'initiative de la Commission pour la Diplomatie des Villes de CGLU.

En ouverture du Forum de l'Alliance des civilisations, Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré : « On aura beau déployer autant de Casques bleus ou de spécialistes des droits de l'Homme que l'on voudra ou décréter 36 cessez-le-feu, on ne pourra instaurer une paix durable sans un véritable esprit de coopération intercommunautaire ».

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



C'est à propos des conditions d'épanouissement de cet esprit que les représentants des gouvernements locaux se sont rencontrés, le 7 avril, sur le thème « les villes au cœur de la diversité culturelle, comment encourager la diplomatie des villes ».

Pour plus d'information :

Site Internet de CGLU : <http://www.cities-localgovernments.org>

24^{èmes} ETATS GENERAUX DU CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE, du 22 au 24 avril 2009, à Malmö

Dans la résolution finale de ses Etats Généraux, le CCRE, section européenne de Cités et Gouvernements Locaux Unis, a accordé une place importante à l'engagement international des collectivités territoriales européennes.

Dans la partie « Réponse aux défis internationaux », les participants, 1200 élus de 40 pays, réaffirment avec force leur engagement vis-à-vis du rôle des collectivités territoriales dans la coopération internationale au développement. Les autorités locales ont un rôle de partenariat important à jouer en contribuant à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, au renforcement des processus efficaces de décentralisation et de démocratisation et, de manière générale, au soutien du développement économique et institutionnel local dans les pays à bas revenus.

Les délégués constatent, également, et avec beaucoup de satisfaction, que la Commission européenne et le Parlement aient reconnu l'importance de leur rôle, notamment par la création d'un programme spécifique : « Acteurs non-étatiques et Autorités locales ». Ils accueillent avec satisfaction la nouvelle Charte européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale, et saluent chaleureusement la création de la nouvelle plate-forme des collectivités locales et régionales pour le développement, appelant de leurs vœux une meilleure représentation de la voix des collectivités territoriales vis-à-vis de la Commission européenne et du Parlement dans ce domaine.

Pour télécharger la déclaration et la résolution entière :

Site Internet du CCRE : <http://www.ccre.org/>

MIGRANTS ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Journée de la coopération décentralisée : « Migrants, codéveloppement et coopération décentralisée », le 24 juin 2009

La journée de la coopération décentralisée organisée par Cités Unies France sur le thème « Migrants, codéveloppement et coopération décentralisée » aura lieu le 24 juin 2009. Le principal objectif de cet événement est d'informer les collectivités à la fois sur l'implication des migrants dans les actions de coopération décentralisée et sur la place de la coopération décentralisée dans le dispositif de codéveloppement. Il s'agira également de dresser un état des lieux du nouveau contexte institutionnel, lié à la création du Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire (MIIIDS) et de dégager de nouvelles pistes d'action pour les collectivités et les organisations de migrants. Enfin, cette journée sera l'occasion de réfléchir et de débattre avec l'ensemble des acteurs impliqués, y compris sur le rôle de la coopération décentralisée vis-à-vis des questions de migrations et de codéveloppement.

Cette journée permettra de confronter les visions des différents acteurs de ce champ : collectivités territoriales et organisations de migrants, mais aussi Ministère de l'Immigration, chercheurs spécialistes des migrations et du développement local, ONG etc. Elle devrait notamment s'articuler autour de la présentation d'actions de coopération décentralisée impliquant les migrants de manière particulièrement importante ou innovante.

Migrants et développement agricole : signature d'une convention entre l'OIM et la FAO visant à aider les travailleurs immigrés à investir dans l'agriculture de leur pays d'origine

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) viennent de passer un accord destiné à aider les travailleurs immigrés à investir dans l'agriculture de leur pays d'origine. Elles s'engagent ainsi à collaborer pour la mise en oeuvre de projets agricoles lancés dans les pays en développement par les communautés de travailleurs immigrés résidant en Europe et dans d'autres pays de l'OCDE.

La FAO et l'OIM soutiendront donc des projets de développement en Afrique, Asie, Amérique latine et au Moyen-Orient présentés par les travailleurs immigrés.

L'idée est de bâtir des partenariats avec les gouvernements centraux mais aussi locaux dans les pays développés et en développement, tout en mobilisant les ressources humaines, financières et en nature des Etats, des associations de migrants, des ONG et du secteur privé.

Outre l'encouragement à l'investissement agricole productif, la FAO et l'OIM sont d'accord

pour fournir aux migrants une assistance technique afin de formuler des propositions de projets d'entrepreneuriat agricoles susceptibles d'offrir des emplois et de procurer des revenus complémentaires à leurs communautés d'origine.

Dans le cadre de son programme de coopération décentralisée lancé en 2002, la FAO a passé ou négocie actuellement 28 accords de coopération avec des organismes locaux ou régionaux en Italie, France, Espagne et Belgique pour la mise en oeuvre de projets de développement dans un certain nombre de pays.

(Source : www.unmultimedia.org)

CONSEIL DE L'EUROPE

12 au 18 octobre 2009 : 3^{ème} édition de la Semaine Européenne de la Démocratie Locale (SEDL)

La troisième édition de la SEDL, qui a pour objectif d'aider le citoyen à être un acteur de la démocratie locale, aura lieu du 12 au 18 octobre prochain, à travers toute l'Europe, avec comme point d'orgue le jeudi 15 octobre, célébrant le 24^{ème} anniversaire de l'ouverture à la signature de la charte européenne de l'autonomie locale, le 15 octobre 1985.

Présente lors de la première réunion de préparation de celle-ci, qui a eu lieu à Strasbourg le 15 avril dernier, Cités Unies France est point de contact national.

Les collectivités territoriales françaises désireuses de s'impliquer dans cette manifestation doivent s'enregistrer sur le site Internet du Conseil de l'Europe.

En 2008, près de 800 collectivités territoriales de 33 pays, dont 7 villes françaises, ont participé à la 2nde édition de la SEDL 2008 et près de 2000 activités avaient été mises en place.

Coopération décentralisée et pétrole

La mairie a lancé l'idée d'une coopération décentralisée avec le Venezuela, dans le but de s'approvisionner en pétrole à un coût défiant toute concurrence : 60% du tarif en vigueur. En échange, la collectivité devra fournir certaines marchandises et services nécessaires au développement économique du pays. L'ambassadeur du Venezuela en France a été reçu au siège de la communauté d'agglomération.

(Source : La gazette des communes)

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (migrants)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

| TITRE | LIEU | DATES | INITIATIVE |
|--|--------------------------|-----------------------|--|
| Réunion du comité de pilotage préparation à la réunion « Participation des collectivités locales au volet eau de l'UPM » | Lyon | 7 mai | MEEDAT / Commission Méditerranée de CGLU / PS Eau |
| Congrès des villes euro-syriennes | Damas | 9 - 10 mai | Centre Régional pour le Développement Local Durable |
| Réunion du RCDP | CUF | 13 mai | RCDP - CUF |
| Réunion du groupe-pays Bénin | Lyon | 13 mai | CUF avec la coopération de RESACOOP |
| Réunion de lancement de la Commission Europe, Coopération et Développement de l'AFCCRE | Paris | 13 mai | AFCCRE |
| Séminaire de formation des responsables de la coopération décentralisée et Fédérative franco brésilienne | Belo Horiizonte (Brésil) | 14 - 15 mai | Mairie de Belo Horizonte, CUF et le secrétariat des affaires fédératives |
| Réunion du groupe-pays Niger | CUF | 19 mai | CUF |
| Rendez-vous de l'expertise française à l'international | Paris | 26 mai | FCI |
| Réunion du groupe-pays Etats-Unis | CUF | 27 mai (matin) | CUF |
| Réunion du groupe-pays Israël | CUF | 27 mai | CUF |
| Réunion du groupe-pays Mauritanie | Arles | 29 mai | CUF |
| Deuxième réunion de la plateforme des autorités locales et régionales pour le développement | Marseille | 29 mai | Plateforme/ CPRM |
| Réunion du groupe-pays Togo | CUF | 2 juin | CUF |
| Bureau exécutif de CGLU | Copenhague | 1 - 4 juin | CGLU |
| Rencontres franco-slovaques de la coopération décentralisée | Saint-Lary | 11 - 12 juin | CG Hautes-Pyrénées |

AGENDA

DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

| TITRE | LIEU | DATES | INITIATIVE |
|--|---------------------|-------------------|---|
| Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes | Boumerdes (Algérie) | 14 - 15 juin | CUF - ville de Belfort - Francas (PCPA Algérie) |
| Séminaire sur la gestion des déchets | Belgrade | 17 - 18 juin | Conférence permanente des villes et municipalités de Serbie/ CUF/ Institut des sciences nucléaires/ Ambassade de France |
| Journée de la coopération décentralisée : 'Migrants, codéveloppement et la coopération décentralisée' | Paris | 24 juin | CUF - FORIM |
| Réunion du groupe-pays Algérie | CUF | 25 juin | CUF |
| Assemblée générale du RCDP | CUF | 30 juin | CUF - RCDP |
| Assises de la jeunesse à l'international | Dijon | 6 - 7 juillet | CUF |
| Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne | Port au Prince | 10 - 11 juillet | Comité de pilotage des assises |
| Première conférence nationale des jumelages et partenariats « accélérateurs de citoyenneté européenne » | Tours | 11 - 12 septembre | AFCCRE |
| Semaine économique de la Méditerranée | Marseille | 7 - 10 octobre | Mairie de Marseille |
| Conférence : « Après la guerre de Gaza, quelles perspectives politiques, comment coopérer en Palestine? » | Dunkerque | 8 - 9 octobre | Communauté urbaine de Dunkerque |
| Semaine européenne de la démocratie locale | Strasbourg | 12 - 18 octobre | Conseil de l'Europe |
| Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes | Paris | 3 - 4 novembre | CUF - Ville de Paris |
| Conseil mondial de CGLU | Canton | 12 - 14 novembre | CGLU |
| « Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée France-Bésil » | Lyon | 3 - 4 décembre | CUF / Région Rhône Alpes |
| Africités 5 | Marrakech | 16 - 20 décembre | CGLU Afrique |

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE
(première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE
(première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA
(à paraître en 2009)
- Dossier pays SENEGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE
(2008)
- Dossier pays MALI
(première édition 2009)
- Dossier pays BÉNIN
(à paraître en 2009)
- Dossier pays TOGO
(à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO
(à paraître en 2009)
- Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE
(à paraître en 2009)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains
(France - Etats-Unis)
- franco-américains
(en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens

COLLECTION « REFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « REFERENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée
(nouvelle édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE -PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des
partenariats)

- Dossier pays VIETNAM
(2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour
le développement durable,
guides méthodologiques, en
partenariat avec l'AFCCRE et
l'Association 4D. (2005) :
15 euros
- L'évaluation des partenariats de
coopération décentralisée :
10 euros
- Coopération décentralisée au
développement local urbain en
Afrique-2 volumes (2000) :
10 euros
- DVD « Voter en Palestine »
(2007) :
21 euros

PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE +
DVD « Voter en Palestine » :
35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom.....
Prénom.....
Fonction.....
Collectivité.....
Adresse.....
CP..... Ville.....
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque deeuros
à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le
bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC :
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet
de Cités Unies France :
[www.cites-unies-france.org/spip.php?
rubrique46](http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46)

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org